

CRISE ÉCONOMIQUE

Les Occidentaux ont cru pouvoir miser sur les économies émergentes pour redonner du souffle et de l'allant à leurs propres affaires. Mais les colosses aussi sont fragiles.

«La Chine ne peut pas nous sauver»

LINDA BOURGET

Et re-krach! Hier, les marchés boursiers ont encore dévissé de manière spectaculaire. Si le SMI, indice de référence de Zurich, a limité la casse en fin de séance (-3,71%, lire en page 6), les bourses asiatiques ont en revanche effectué un plongeon vertigineux (-9,6% à Tokyo, -9,4% à Hong Kong).

En cause: les craintes toujours plus fortes liées à l'entrée en récession des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Europe. Considéré comme un tabou durant des mois, le «R word» comme l'appellent pudiquement les anglo-saxons (mot en «R», pour récession), est désormais sur toutes les lèvres. Et pour cause: les chiffres publiés hier révèlent ainsi que l'économie britannique s'est contractée de 0,5% au 3^e trimestre, ce qui ne s'était pas produit depuis plus de quinze ans!

Le dépit des Occidentaux

Le coup de frein est si violent, que même la progression des économies émergentes périclité. Au point que leur puissance n'apparaît plus suffisante pour contrebalancer la chute des économies nord-américaines et européennes. Au grand dam des Occidentaux qui, depuis des mois, tablaient sur elles, et en particulier sur Pékin, pour compenser leur propre essoufflement.

«Les attentes placées sur la Chine étaient trop importantes», observe Jean-Charles Sambor, analyste spécialiste de la Chine auprès du fonds d'investissement TCW. «Beaucoup de gens pensaient que la demande intérieure chinoise permettrait de compenser la baisse de la demande étrangère. Mais le découplage est un mythe! Le pays est beaucoup trop dépendant de ses exportations pour ne pas être ébranlé par le ralentissement de l'économie mondiale.»

Les jouets en crise

De fait, l'Empire du Milieu, comme ses voisins asiatiques, est frappé de plein fouet par la crise. De financière, celle-ci est en train de devenir économique. Pour 2009, les experts prévoient une croissance d'à peine 8%. Un chiffre énorme en valeur absolue, mais un sacré recul par rapport aux trente dernières années, au cours desquelles la croissance annuelle n'est jamais descendue au-dessous de 10%. Symbole de son industrie, le secteur chinois du jouet est ainsi déjà laminé par le ralentissement: depuis le début

de l'année, plus de la moitié (3631) des usines de jouets du pays ont mis la clé sous le paillason. Et les représentants des industries de Canton, devenu l'atelier du monde, ont publié hier des chiffres alarmants: selon leurs prévisions, 2,7 millions d'ouvriers du sud du pays devraient prochainement perdre leur emploi dans le sillage de la crise. Conséquence, le marché intérieur tire la langue.

Pékin veut en priorité stimuler l'économie de son propre pays

Ainsi les ventes d'automobiles (un des premiers indicateurs du ralentissement) ont-elles reculé de 6,3% en août et de 2% en septembre, alors que les experts tablaient, une fois de plus, sur une croissance à deux chiffres.

Cependant, même si la force économique de l'Empire du Milieu n'est pas celle espérée, le monde ne pourra pas se redresser sans l'aide de Pékin. «La Chine ne peut pas nous sauver. Mais sa collaboration est essentielle pour combattre la crise», observe Jean-Jacques Friboulet, professeur d'économie (Uni-Fribourg). La question est d'ailleurs au cœur des discussions du sommet Asie-Europe qui se tient à Pékin jusqu'à ce soir (lire ci-contre).

En attendant, le géant rouge semble se concentrer sur ses problèmes internes. «Aide-toi d'abord pour aider les autres est un peu leur attitude», commente Jean-Charles Sambor. De fait, Pékin tente en priorité de stimuler l'activité économique à l'intérieur de ses frontières. Cette semaine, le gouvernement a ainsi pris des mesures fiscales liées à l'achat immobilier (la Chine vit en ce moment l'explosion d'une bulle immobilière).

Pas très profitables

En revanche, et à la surprise de beaucoup, son puissant fonds souverain (le CIC) s'est bien gardé de voler au secours des banques et sociétés occidentales qui avaient cruellement besoin de capitaux. Les investissements réalisés en fin d'année dernière se sont en effet révélés si peu profitables que Pékin préfère désormais placer cet argent dans ses propres entreprises. I



Mais quand les bourses (ici, celle de Francfort) et les économies sortiront-elles du trou où elles sont tombées? FERDINAND OSTROP/KEYSTONE

«AGIR ENSEMBLE EST UN DEVOIR»

> La crise financière mondiale s'est invitée au 7^e sommet de l'ASEM, ouvert hier à Pékin. Les dirigeants des 43 pays présents au forum de dialogue Asie-Europe devraient appeler aujourd'hui le FMI et d'autres institutions financières à jouer «un rôle crucial» dans sa résolution et dans l'aide à apporter aux pays les plus durement affectés par la crise, selon un projet de déclaration commune. Au moment où les places financières connaissent une nouvelle dégringolade en Asie, les représentants de plusieurs pays, dont la Chine, la France, l'Allemagne et le Japon ont souligné la nécessité de réécrire les règles régissant l'économie mondiale et de donner un rôle prépondérant aux institutions financières internationales comme le Fonds monétaire international (FMI).

> Et «pour le sommet à Washington du 15 novembre, l'Europe présentera un visage uni, des propositions réfléchies et travaillées ensemble», a affirmé hier Nicolas Sarkozy, président en exercice de l'UE. Et «l'Europe souhaite que l'Asie soutienne cet effort. Ce n'est pas un choix pour nous de travailler ensemble, c'est un devoir», a-t-il dit, notant que les deux continents représentaient «les deux tiers de l'humanité et la moitié de la richesse mondiale». En cas d'adoption, la déclaration sera l'un des plus forts appels lancés en faveur d'un rôle de premier plan dévolu au FMI. Des pays aussi divers que la Hongrie, l'Ukraine, l'Islande et le Pakistan se sont déjà tournés vers l'institution financière afin d'obtenir son aide.

> Le premier ministre japonais Taro Aso a fait partie des premiers dirigeants à approuver ce projet publiquement. L'Europe a déjà approuvé un plan en vertu duquel les 15 pays de la zone euro et la Grande-Bretagne ont décidé d'environ 1700 milliards d'euros en garanties et aides d'urgence aux banques. De leur côté, le Japon et les 10 Etats membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) se sont à nouveau engagés hier pour la mise en place d'ici juin d'un fonds d'urgence de 80 milliards de dollars pour aider les pays confrontés à des problèmes de liquidités.

> Les systèmes financiers asiatiques ont été moins exposés à la crise des prêts hypothécaires à haut risque américains. Mais la Chine et d'autres économies asiatiques devraient être touchées par une chute des exportations et des investissements étrangers. AP

SOUVENIR

Victor Hugo, ce monument

La ministre française de la Culture, Christine Albanel, a annoncé hier qu'elle a classé au titre des monuments historiques les tombes de la famille de Victor Hugo, situées en Seine-Maritime, afin d'assurer leur sauvegarde. Dans un communiqué, M^{me} Albanel explique qu'«une commission régionale de protection et des sites s'est tenue à Rouen, inscrivant désormais les sépultures familiales Hugo-Vacquerie au titre des monuments historiques». La ministre, qui «se félicite de cette conclusion rapide», ajoute que «la restauration et l'entretien de ces monuments bénéficieront désormais de fonds publics de l'Etat et des collectivités territoriales». AP

NATURE

Des cygnes noirs aperçus sur les rives vaudoises

Les cygnes noirs originaires d'Australie colonisent de nouveaux territoires en Suisse. Cette espèce exotique qui a élu domicile sur le lac de Thoune a été récemment observée sur le lac de Neuchâtel et le lac Léman par des ornithologues. Le scénario que le canton de Berne voulait éviter semble ainsi se réaliser. Il s'opposait en effet à la propagation de ces grands palmipèdes pour protéger les espèces indigènes. Il ne tolère que dix cygnes noirs sur un périmètre délimité du lac de Thoune. Ces animaux se sont échappés d'un élevage privé. L'éleveur qui a importé des cygnes souhaite qu'ils puissent se reproduire en liberté. Pour les autorités, la reproduction d'une telle espèce en dehors d'un enclos est illégale. La législation suisse interdit de lâcher dans la nature des espèces animales étrangères qui menacent l'existence d'espèces indigènes. L'inspecteur de la chasse du canton de Berne ne va pas abattre ces animaux en liberté en raison de la sympathie qu'ils suscitent au sein d'une partie de la population. La station ornithologique de Sempach soutient les efforts du canton de Berne pour limiter le développement des cygnes noirs. Mais aujourd'hui, certains de ces oiseaux ont quitté le lac de Thoune pour rejoindre d'autres plans d'eau. Des cygnes noirs ont été observés



à Noville, sur les berges du Léman, et à Yverdon-les-Bains, sur celles du lac de Neuchâtel, rapporte le site internet www.ornitho.ch. De tels cygnes noirs échappés d'autres élevages ont déjà été vus par le passé sur le Léman, entre Lausanne et Saint-Sulpice, explique Sébastien Sachot, conservateur de la faune et de la nature dans le canton de Vaud. ATS/KEYSTONE

JUSTICE

Picasso n'est pas trop osé!

La librairie Payot de La Chaux-de-Fonds ne s'est pas rendue coupable de pornographie en exposant les «Carnets érotiques» de Picasso ou des jeux «coquins» sur ses étals. La dénonciation pénale qui visait le commerce a été classée, a déclaré hier le procureur neuchâtelois Nicolas Aubert, confirmant une information de «L'Express» et «L'Impartial». Les photographies de David LaChapelle, les «Carnets érotiques» de Picasso et un «Nu Féminin» de la collection Skira, ne relèvent pas de l'infraction de pornographie, a estimé le procureur. Les ouvrages en question présentent au contraire une valeur culturelle digne de protection, comme le prévoit le chiffre 5 de l'article 197 du Code pénal, relève la décision du magistrat.

En septembre dernier, la police avait aussi saisi des livres tels que «99 fantasmes à réaliser pour vous rendre unique» et «Jeux coquins, Pimentez votre vie sexuelle». Ceux-ci sont manifestement destinés à améliorer la vie sexuelle de leurs destinataires et sont exempts de vulgarité ou de grossièreté, estime le procureur. Directeur général de Payot, Pascal Vandenberghe s'est dit hier «content et rassuré» par cette décision. AP